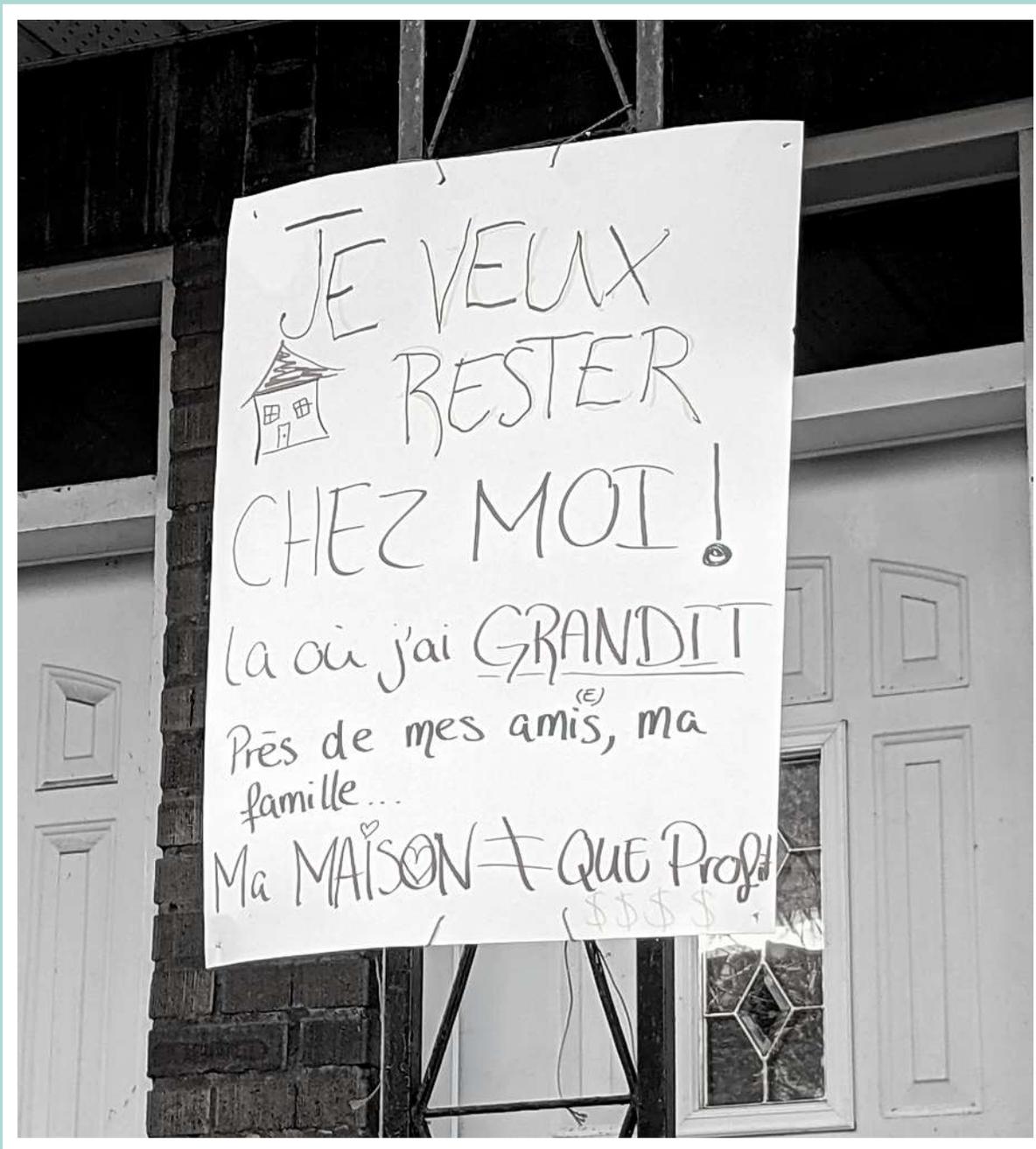


RAPPORT ANNUEL 2022-2023





Comité d'Action des Citoyennes et Citoyens de Verdun

SOMMAIRE

MOT DU PRÉSIDENT

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

PARTIE 1 : INTERVENTION AUPRÈS DES LOCATAIRES

PARTIE 2 : ACTION COMMUNAUTAIRE ET COLLECTIVE

PARTIE 3 : APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PARTIE 4 : VIE ASSOCIATIVE ET MILITANTISME

PARTIE 5 : COMMUNICATIONS ET OUTILS

PARTIE 6 : BILAN ET ORIENTATIONS

MERCI À NOS MEMBRES, PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS

NOTRE MISSION

Le Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun (CACV) est un organisme sans but lucratif qui intervient depuis 1975 dans la communauté verdunoise. L'organisme appuie les personnes les plus démunies afin qu'elles puissent améliorer leurs conditions de vie, dans une optique de prise en charge. Le CACV fait la promotion de leurs aspirations, particulièrement en matière de logement et d'aménagement urbain.

POLITIQUE DE FÉMINISATION

L'emploi de termes neutres est privilégié ainsi que l'utilisation du « E » majuscule pour la féminisation. Par exemple, « résidentes et résidents » deviennent « résidentEs » et « citoyennes et citoyens » deviennent « citoyenNEs ». Lorsqu'il s'avère difficile d'appliquer ces deux règles ou lorsque le document ne se porte pas à ce type de féminisation, les deux genres sont nommés.

MOT DU PRÉSIDENT

Chères et chers membres,

C'est avec enthousiasme que je vous présente le bilan de notre année 2022-2023, marquée par un indéniable rayonnement du CACV au sein de notre communauté, le retour du travail de mobilisation et un certain renouveau dans notre vie associative. Malgré les coups durs que nous ont portés la pandémie et l'instabilité au sein de notre équipe de travail dans les dernières années, le CACV a su retrouver l'équilibre. Le Comité compte maintenant sur une jeune équipe motivée et dynamique, dotée d'une soif d'apprendre.

Verdun a bien besoin de notre vigilance, alors que notre arrondissement est toujours la proie des spéculateurs immobiliers qui charcutent notre tissu social. Les loyers continuent d'augmenter outrageusement, les locataires se font expulser massivement, et la réglementation pouvant les protéger présente plusieurs lacunes dont les gentrificateurs profitent pour tenter de nous chasser de nos quartiers.

Le développement du logement social stagne, alors qu'on en a bien besoin pour amoindrir les impacts néfastes de la crise du logement. Faute de financement dans AccèsLogis, trop peu de logements sociaux se développent. Le gouvernement de François Legault a d'ailleurs décidé d'abolir ce programme pour le remplacer par un autre subventionnant les propriétaires privés pour livrer du logement soi-disant abordable (mais pour qui?). C'est inacceptable!

Pour faire face à ces problèmes majeurs, nos organisateurs et organisatrices communautaires ont relancé un comité mobilisation actif et revendicateur. Nous avons multiplié les actions et les moyens de pression pour mettre de l'avant nos revendications. On sent la communauté verdunoise nous appuyer dans nos initiatives et nos demandes!

Le CACV s'est aussi lancé dans une démarche de planification stratégique, dont les résultats sortiront au cours de l'année 2023-2024. Grâce aux précieux apports de nos partenaires, alliés, militantEs et bénévoles, je suis convaincu que nous allons dans la bonne direction.

Je tiens à vous remercier de votre engagement et appui. C'est grâce à nos efforts collectifs que nous nous tiendrons debout, solidaires, et que nous ferons avancer le droit au logement!

Seule la lutte paie!

Arnaud Duplessis Lalonde

PRÉSIDENT

CA ET ÉQUIPE DE TRAVAIL

MEMBRES DU CA :



Arnaud Duplessis Lalonde
Président



Nicholas Harvest
Secrétaire



Cassandre Choquette Sauvageau
Trésorière



Michel Proulx
Administrateur

Lors de l'assemblée générale annuelle 2022, tous les postes du CA étaient pourvus. Nous remercions chaleureusement Andrea KNEELAND, déjà membre du CA l'année précédente, et présidente au début de cette année, pour tout le soutien qu'elle a apporté au CACV dans ses fonctions.

MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL :



Lyn O'Donnell
Organisatrice communautaire et intervenante



Michel Proulx
Organisateur communautaire et intervenant



Kay Lockyer
Organisatrice communautaire et intervenante



Karina Montambeault
Superviseuse clinique



Nicolas Lavaine
Coordonnateur



Nicolas Pilon
Stagiaire en droit

L'équipe du CACV tient à remercier chaleureusement Steve BAIRD, employé du CACV de 2016 à 2023, parti relever d'autres défis. Steve était un membre important de l'équipe de travail, et très apprécié de nos membres. Merci pour tout Steve!



Steve Baird **Organisateur communautaire**



Laure Michaud
Agente d'information logement

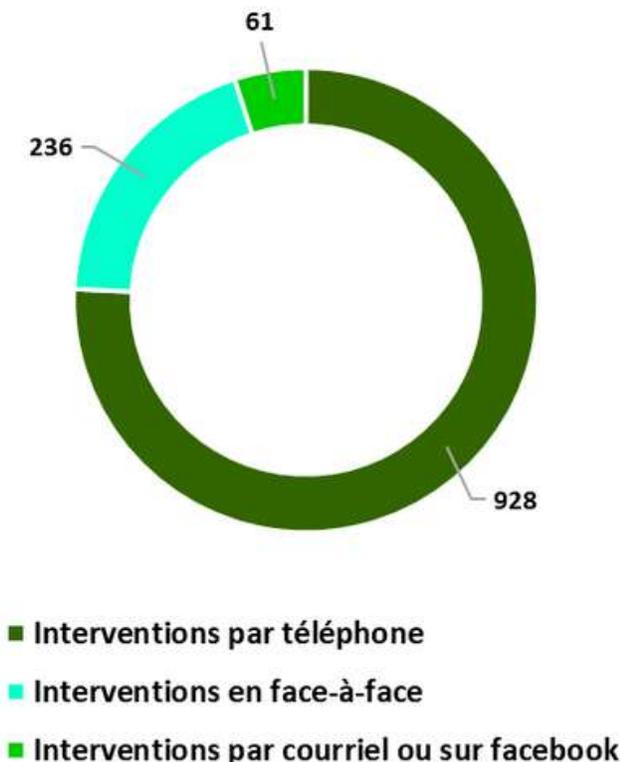
1. INTERVENTION AUPRÈS DES LOCATAIRES

INTERVENTIONS INDIVIDUELLES

Au moyen de nos services aux locataires, nous intervenons auprès de personnes qui sont aux prises avec des problèmes de logement souvent graves : certaines d'entre elles communiquent avec nous parce qu'elles apprennent qu'elles sont menacées d'évictions illégales, tandis que d'autres font face à des problèmes de salubrité qui menacent leur santé. D'autres cas de figure s'ajoutent, puisque plusieurs locataires ont besoin de renseignements et d'accompagnement afin de faire respecter leurs droits et ainsi éviter de se retrouver dans une plus grande précarité.

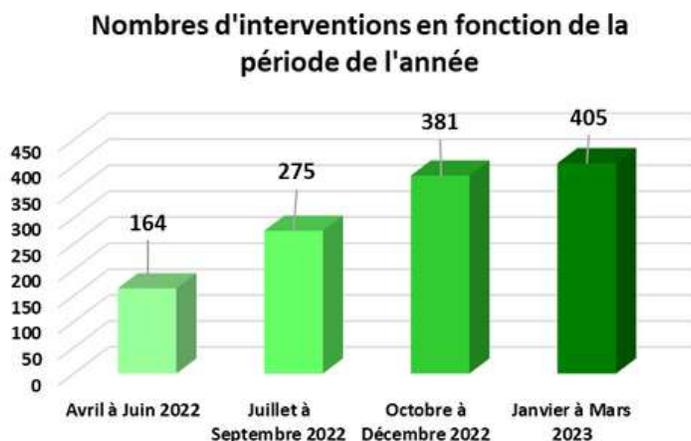
Nous répondons aux demandes le plus rapidement possible, afin d'offrir outils et solutions pour que ces locataires puissent faire des choix éclairés et judicieux dans la résolution de leurs problèmes. Nous adaptons notre approche au profil des personnes qui font appel à nos services, car plusieurs d'entre elles vivent des situations de précarité qui leur sont spécifiques.

Total des interventions par catégories



Cette année, nos intervenantEs ont effectué 1 226 interventions auprès de 585 personnes. C'est certes 193 de moins que l'année dernière, mais quelques facteurs expliquent cela : d'abord, le CACV a dû mener ses activités en effectif réduit pendant plusieurs semaines, ce qui a empêché nos intervenantEs de rappeler tous les locataires qui ont tenté de nous joindre. Ensuite, les cas rencontrés sont beaucoup plus complexes, et nécessitent beaucoup plus de temps et d'efforts. Pour preuve, le nombre d'interventions nécessitant une rencontre en face-à-face ont explosé, comparativement aux années précédentes, et s'élève cette année à 230 (soit 194 de plus que l'année précédente). Enfin, des cas de défense collective des droits, comme la situation au 1005 Rielle, ont demandé énormément de temps à nos intervenantEs, ce qui les a contraints à diminuer le temps accordé aux interventions individuelles.

Cette année, le nombre d'interventions a également été rythmé par les périodes de l'année. Comme on peut le constater, les chiffres de la période avril à juin 2022 ont plus que doublé lors de la période de janvier à mars 2023.

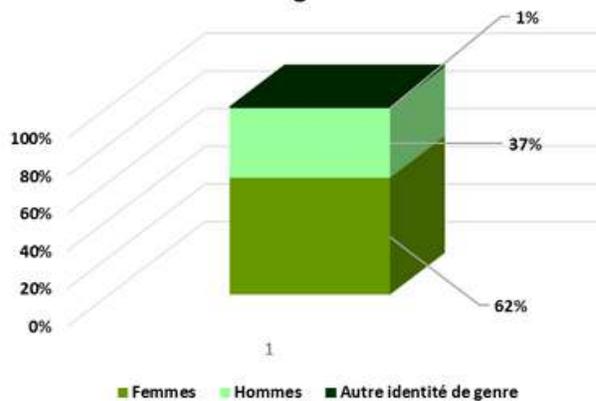


Plusieurs explications viennent justifier ces résultats. Premièrement, la période d'avril à juin 2022 a été marquée par un effectif réduit, et par la formation des nouveaux et nouvelles employéEs. Néanmoins, des facteurs externes au CACV viennent également justifier ces résultats. Par défaut, la période estivale est souvent plus calme en matière d'appels et d'interventions, bien que le 1er juillet demeure une date charnière.

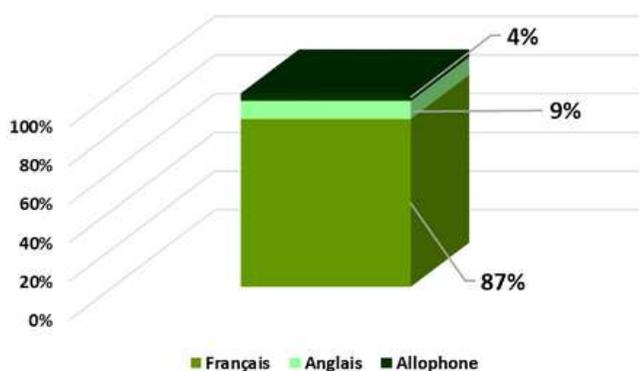
La période de janvier à mars, quant à elle, est fortement marquée par les hausses de loyers. Le nombre d'interventions a explosé, bien que nous traversions à cette époque une nouvelle période d'effectif réduit. Même avec un effectif complet, il aurait été extrêmement difficile de rappeler tous les locataires. Nous avons par moment jusqu'à 60 appels pendant la fin de semaine. Ces chiffres montrent à quel point il est essentiel que le gouvernement prenne des mesures radicales pour lutter contre les hausses de loyers abusives.

Encore une fois, cette année, les statistiques montrent que les personnes les plus touchées par les problèmes de logement sont les femmes et les personnes de la diversité de genres. En tout, ces personnes comptent pour 63 % de nos interventions. C'est une tendance qui se confirme depuis les dernières années, avec des chiffres qui varient entre 60 % et 70 %.

Répartition des locataires accompagnés selon le genre



Répartition des locataires accompagnés selon la langue parlée

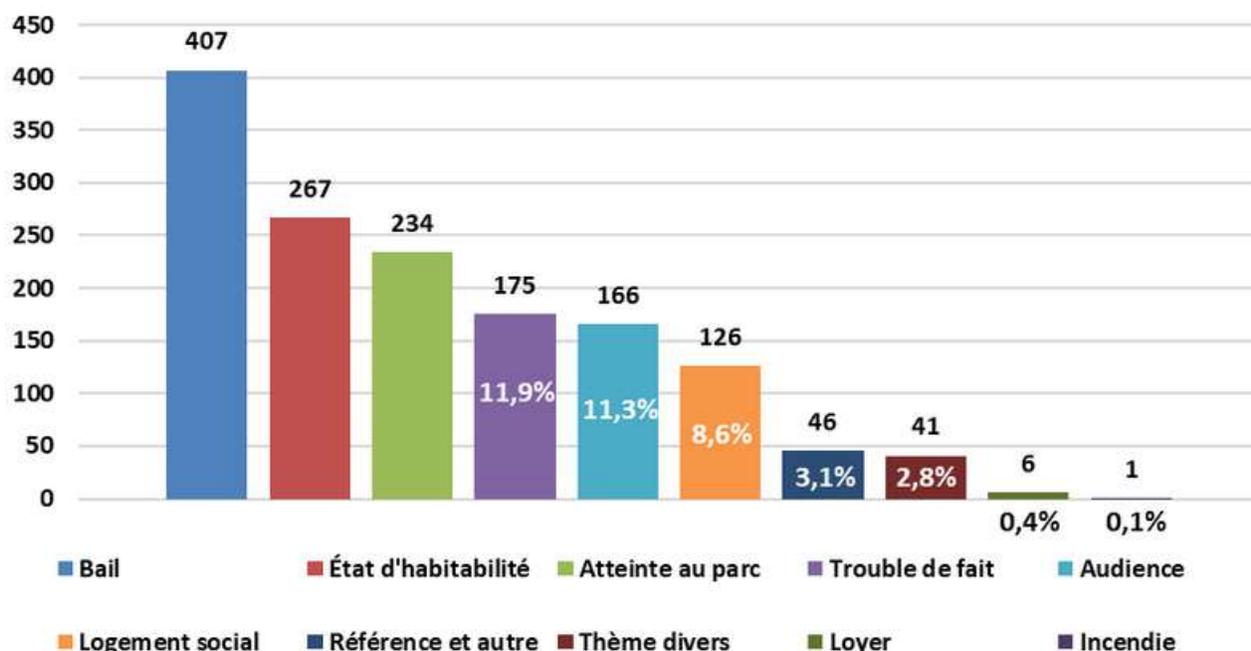


Sur les 585 personnes qui ont fait appel à nos services pour la période 2022-2023, un peu plus de 88 % utilisaient le français comme langue principale. Plus de 9 % utilisaient l'anglais comme langue principale. Et enfin, un peu moins de 4 % étaient allophones, ne parlant ni anglais ni français. Dans ce genre de cas, des proches du locataire viennent nous aider pour la traduction lors des échanges.

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DE NOS INTERVENTIONS

Chaque intervention qui est faite auprès d'unE locataire est saisie dans notre base de données et associée à une catégorie d'intervention. C'est ce qui nous permet à la fin de l'année d'établir des statistiques relativement aux problèmes les plus fréquents rencontrés par les locataires. Une intervention peut entrer dans plusieurs catégories. De ce fait, bien qu'il y ait eu 1 226 interventions individuelles, il y a eu en réalité 1 469 interventions catégorisées.

Répartition du nombre d'interventions par catégorie

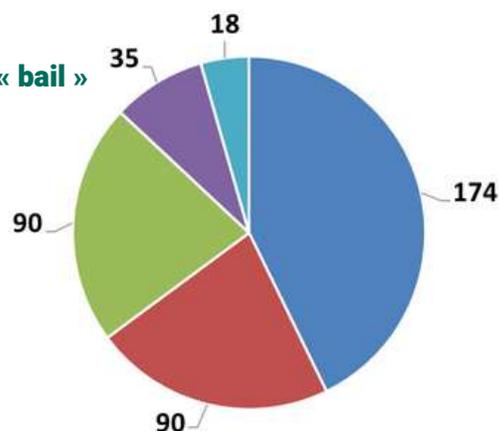


Comme on peut le constater dans le graphique ci-dessus, les interventions concernant le bail des locataires a été la catégorie nous occupant le plus, avec 407 interventions soit 27,7 % des interventions totales. Nous verrons plus en détails ce chiffre par la suite, mais les augmentations de loyer cette année ont énormément alimenté ces statistiques. Arrive ensuite la question de l'état d'habitabilité du logement, avec 267 interventions soit 18,2 % des interventions totales. Puis l'atteinte au parc locatif avec 234 interventions, soit 15,9 % des interventions totales. Suivi des problèmes de trouble de fait et des audiences au tribunal, avec respectivement 175 (11,9 %) et 166 (11,3 %) interventions. Les échanges avec des locataires concernant le logement social (126), le besoin de références (46), un problème qui n'entre dans aucune catégorie (41), un loyer qui ne peut pas être payé (6), et un incendie (1) viennent clôturer le classement.

Au sein de la catégorie « bail », nous avons traité cette année 174 cas d'augmentations de loyers, 90 cas concernant la signature, une clause d'un bail ou une résiliation de bail, 35 cas de cessions de bail, et enfin 18 cas de renouvellements de bail.

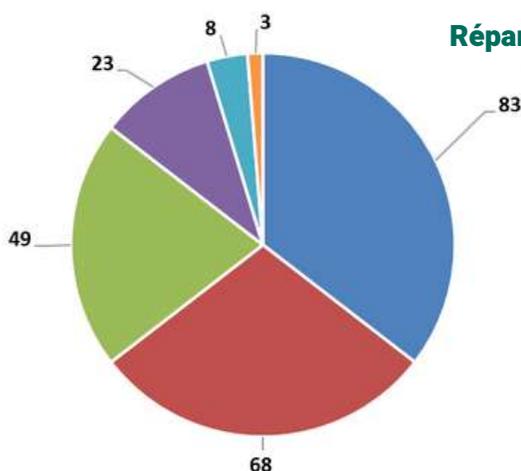
Répartition des interventions dans la catégorie « bail »

- Augmentation de loyer
- Résiliation
- Signature ou clause
- Cession ou sous-location
- Renouvellement



Dans la catégorie « insalubrité », les travaux et réparations sont majoritaires avec 151 cas, arrivent ensuite les problèmes de vermine avec 38 cas, les enjeux de moisissure et d'infiltration d'eau avec 35 cas, les punaises de lit avec 24 cas, l'insalubrité et le chauffage avec huit cas, et enfin les cas de logements impropres à l'habitation avec trois cas.

Répartition des interventions dans la catégorie « Atteinte au parc locatif »

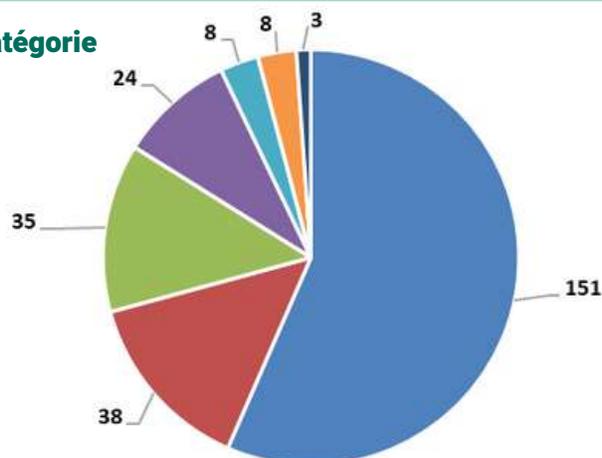


- Reprise de logements
- Agrandissement - Subdivisions - Affectation
- Rénovictions
- Non paiement de loyer
- Proprio refuse le loyer
- Conversion

Dans la sous-catégorie « atteinte au parc locatif », les reprises de logements sont les cas les plus fréquents (83), suivis des agrandissements-subdivision-changements d'affectation (68), des rénovictions (49), du non-paiement de loyer (23), des propriétaires qui refusent le loyer (8) et, enfin, les conversions (6).

Répartition des interventions dans la catégorie « Mauvais état d'habitabilité »

- Travaux et réparations
- Vermine
- Moisissure ou infiltration
- Punaises
- Insalubrité
- Chauffage
- Impropre à l'habitation



2. ACTIONS COMMUNAUTAIRES ET COLLECTIVES

INTERVENTIONS COLLECTIVES



De gauche à droite : Lyn O'Donnell, la députée Alejandra Zaga-Mendez et un locataire du 1005 Rielle, lors d'une prise de parole pour dénoncer la situation du bâtiment

Comme nous le mentionnions plus tôt, l'intervention collective pour les droits occupe une part importante dans notre mission. Parmi les objectifs du CACV, nous comptons le fait d'augmenter les interventions collectives auprès des locataires, et cet objectif a été atteint cette année. L'exemple le plus parlant est celui du 1005 Rielle, un immeuble de 36 logements, dont les locataires majoritairement âgés sont victimes de violentes rénovictions. Nous avons pris en charge cette situation dès le début de l'été, et travaillons avec elles et eux depuis lors.

Les résidentEs de cet immeuble comptent pour plus d'une cinquantaine de nos interventions cette année. Et encore, ce chiffre ne tient pas compte des réunions collectives que nous avons organisées avec elles et eux au CACV, ni de nos interventions directement sur place. Tout au long de l'année, nous avons aiguillé ces locataires dans la recherche de solution. Nous leurs avons présenté leurs droits en matière de logement, et leur avons indiqué les étapes et la marche à suivre pour obtenir gain de cause. Parmi tous ces locataires, six ont entrepris une action collective devant le tribunal, accompagnés d'une avocate. Cette même avocate a été financée grâce à la communauté afin d'aider nos locataires aux revenus les plus faibles. Le 25 janvier 2023, nous lançons une campagne de socio-financement, dont l'objectif était de recueillir 4 000 dollars pour couvrir les honoraires de l'avocate de ces locataires. Une semaine plus tard, grâce à la générosité d'une centaine de donateurs et donatrices, ainsi que grâce au soutien du **syndicat des employé(e)s occasionnels de l'université McGill** et du **Sexual Assault Centre of McGill Students' Society**, nous dépassons l'objectif et recueillons plus de 5 000 dollars. Les locataires du 1005 Rielle ont eu leur avocate, et le surplus ira dans un fond précis qui sera utilisé pour des cas semblables à l'avenir. Nous offrons nos plus sincères remerciements à toutes et tous, et sommes fiers de l'élan de générosité qui a eu lieu, qui prouve encore une fois la mobilisation et la solidarité des VerdunoisEs.

Désormais, les locataires et leur avocate sont en attente de l'audience qui aura lieu en juin, et comptent bien aller réclamer justice dans cette affaire.

Le cas du 1005 Rielle n'est toutefois pas un cas isolé. Il y a peu, un locataire vigilant vivant dans un immeuble situé lui aussi sur la rue Rielle a communiqué avec nous pour nous faire part d'un problème vécu par ses voisinEs et lui. Une nouvelle tentative de rénoviction et d'abus de pouvoir de la part d'un propriétaire, une nouvelle bataille à mener pour obtenir justice.

SENSIBILISATION AU DROIT AU LOGEMENT

Au CACV, nous nous sommes également investis dans la sensibilisation des individus et dans l'éducation populaire. Si le nombre d'appels de locataires ne cesse d'augmenter, c'est que beaucoup de gens ne connaissent pas leurs droits. Nous devons donc agir en amont, et pas seulement en aval. Pour cela, nous avons entrepris plusieurs actions, à commencer par la journée d'accueil aux nouveaux et nouvelles arrivantEs de Verdun, organisée par le comité immigration de la table de concertation en développement social de Verdun (CDSV).



Cassandra Choquette Sauvageau, trésorière du CACV, lors de la journée d'accueil aux nouveaux et nouvelles arrivantEs



Un atelier sur le droit au logement, offert à une soixantaine d'étudiantEs d'un cours de francisation, animé par Michel Proulx

Nous avons également entrepris des ateliers sur le droit au logement. Les premiers ont été faits en partenariat avec Action Prévention Verdun (APV), d'abord par zoom devant une quinzaine de personnes, puis sur place à l'Île-des-Sœurs devant une vingtaine de personnes. La même activité a été offerte au Centre de services scolaires Marguerite-Bourgeoys (CSSMB), devant une soixantaine d'étudiants en francisation, comme en témoigne la photo ci-contre. Lors de ces ateliers, nous présentons aux participantEs les droits fondamentaux qui sont les leurs comme locataires, et leur faisons part des actions qu'ils et elles peuvent entreprendre.

Ces ateliers sont les premiers d'une longue série. Nous avons comme désir de construire des partenariats de longue durée avec les organismes mentionnés ci-dessus, et de poursuivre l'animation d'ateliers dans le futur.

Cette année, nous avons à plusieurs reprises collaboré avec le Centre des femmes de Verdun, un organisme-phare du quartier. Ensemble, nous avons organisé des rencontres pour discuter de la question du logement à Verdun, et de la manière dont nous pouvons unir nos forces dans la lutte. En effet, la crise du logement est un problème qui touche particulièrement les femmes et personnes de la diversité sexuelle et de genre.



Lyn O'Donnell lors d'une rencontre-échange sur la question du logement avec le centre des femmes de Verdun

MOBILISATION POUR DU LOGEMENT SOCIAL AVEC LE FRAPRU

Le CACV et ses membres s'impliquent activement au sein du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), organisme-phare pour le développement de logements sociaux.

Cette année, une des actions importantes du FRAPRU a été le lancement de la tournée de son char allégorique dans tout le Québec. Cette action visait à symboliser le manque criant de logements sociaux et les promesses non tenues de nos éluEs. Lancé au mois de novembre, le char allégorique s'est déplacé dans notre quartier du Sud-Ouest, et nous n'avons pas manqué de l'accueillir, en guise de témoignage de notre soutien aux revendications du FRAPRU.

Cette tournée du char allégorique s'est terminée par une manifestation organisée à Québec. Les revendications mises de l'avant lors de cette manifestation étaient simples : 50 000 logements sociaux, de même que la relance et la bonification d'AccèsLogis. AccèsLogis, depuis lors définitivement abandonné par la ministre Duranceau, était un outil très important pour la création de logements sociaux. Il a été remplacé par le programme habitation abordable Québec (PHAQ) qui, nous le craignons, ouvre dangereusement la porte au privé.



De droite à gauche, Michel Proulx, Steve Baird, et deux membres du CACV lors du passage du char allégorique dans le Sud-Ouest



De droite à gauche, Michel Proulx et une membre du CACV lors de la manifestation à Québec le jeudi 16 février 2023

Au CACV, nous ne nous impliquons pas uniquement dans le cadre de manifestations ou d'actions concrètes, nous prenons également part à la vie démocratique du FRAPRU. Ainsi, nous avons participé à toutes les assemblées générales du FRAPRU, avons également pris part aux discussions sur les enjeux concernant le logement lors du sommet de Centraide.

LUTTE POUR LE DROIT AU LOGEMENT AVEC LE RCLALQ

Au CACV, nous sommes également un membre actif du Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec (RCLALQ).

Le 31 octobre dernier, jour d'Halloween, nous nous sommes rassemblés près des bureaux de la CAQ dans Pointe-Saint-Charles pour dénoncer le manque de vision du gouvernement Legault pour la crise du logement. Les solutions proposées ne sont pas adaptées au problème, et plusieurs locataires continuent de vivre dans des conditions indécentes. Quant au logement abordable, il ne s'agit pas d'une solution à la crise. Le logement social doit être une priorité.

Le 1er février dernier, le RCLALQ organisait une action dérangeante dans le centre-ville de Montréal afin de réclamer un gel des loyers. Nous nous sommes d'abord renduEs dans les bureaux de la société de gestion immobilière Cogir, acteur participant aux hausses abusives des loyers dans la métropole. Puis nous nous sommes ensuite rassemblés devant les bureaux montréalais du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour faire entendre nos revendications. Les loyers explosent, un contrôle s'impose!



Des manifestantEs déguiséEs devant les bureaux de la CAQ à Pointe-Saint-Charles pour réclamer des mesures efficaces pour résoudre la crise du logement.



Michel Proulx et Nicolas Lavaine lors de l'action dérangeante organisée par le RCLALQ visant à réclamer un gel des loyers.

Au CACV, nous ne nous impliquons pas uniquement dans le cadre de manifestations ou d'actions concrètes, nous prenons également part à la vie démocratique du RCLALQ. Ainsi, nous avons participé à toutes les assemblées générales du RCLALQ, ou encore appris grâce aux formations sur le logement social ou sur les nouveautés en matière de droit au logement qui ont été donnée.

REVENDEICATIONS ET MOBILISATIONS POUR NOTRE QUARTIER

La table de concertation en développement social de Verdun (CDSV) est un acteur majeur du quartier et un partenaire de longue date du CACV. Cette année avait lieu la planification de quartier. Pour ce faire, quatre rendez-vous ont été planifiés : les deux premiers visaient à déterminer quatre priorités sur lesquelles travailler pour les cinq prochaines années; et les deux seconds visaient à déterminer les moyens et actions pour parvenir à réaliser ces priorités. Nous avons participé à ces rendez-vous et sommes fiers d'avoir fait émerger « l'augmentation de l'offre en logement social » à titre de priorité pour notre quartier. Nous sommes également sur le comité de travail qui réfléchit au déploiement des moyens et actions pour atteindre cet objectif, et allons devenir un acteur essentiel de cette stratégie pour les cinq prochaines années.



Plusieurs citoyenNEs et membres d'organismes lors de la planification de quartier au mois de mars



La bannière qui a été accrochée à l'Île-des-Sœurs pour dénoncer le peu de logements sociaux incorporés au projet.

Cette année a également vu un énorme projet de développement immobilier se profiler à l'Île-des-Sœurs. À titre de rappel, aucun logement social n'existe présentement sur ce territoire, et dans le cadre du règlement pour une métropole mixte, ou règlement 20-20-20, ce projet était l'occasion de voir enfin ce type de logements émerger. Néanmoins, lors des négociations avec la ville, et dans les premières propositions qui ont été faites, la portion de logement social dans ce projet n'excéderait pas 6 %. La ville et le promoteur se sont justifiés en disant qu'un montant compensatoire serait versé dans un fonds servant à la construction de logements sociaux à une date ultérieure dans le quartier. Cette réponse n'est pas suffisante, le besoin en logement social est criant, et malgré les apparences, beaucoup de personnes vivent dans la précarité sur ce territoire. Pour mettre cette réalité en lumière, le CACV et son comité mobilisation sont allés installer une bannière à l'IDS, en plus d'avertir la ville lors d'assemblées et de consultations publiques.

3.

APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

LA TABLE EN HABITATION ET AMÉNAGEMENT URBAIN DE VERDUN

La table en habitation et aménagement urbain de Verdun (THAUV) est une table de concertation qui regroupe plusieurs acteurs importants du quartier, acteurs qui réfléchissent ensemble à la stratégie à adopter pour améliorer l'offre en logement. Parmi les acteurs qui étaient présents cette année, on compte :



Cette année, nous nous sommes réunis à 2 reprises pour essayer de faire avancer les projets de développement de logements sociaux. À l'heure actuelle, il y a une dizaine de terrains disponibles pour du logement social. Une bonne partie d'entre eux sont réservés pour des projets de logements sociaux, à un stade plus ou moins avancé. Pour le reste, il y a encore des difficultés à amorcer des projets. Il y a essentiellement deux raisons à cela : premièrement, l'absence de groupes porteurs. En effet, peu d'organismes se positionnent pour développer des logements pour leurs bénéficiaires, d'une part, et il n'y a pas non plus suffisamment de noyaux citoyens qui souhaitent développer du logement social, notamment des coopératives, d'autre part. L'absence de renseignements à ce sujet, et le sous-financement, voire l'abandon de certains programmes d'aide au développement de logements sociaux sont les principales causes de ce désinvestissement de la communauté quant au logement social. Deuxièmement, l'incertitude règne quant à la disponibilité de certains terrains. C'est par exemple le cas du secteur Dupuis-Hickson, où 200 à 250 logements sociaux pourraient voir le jour, grâce à l'utilisation du droit de préemption de la ville de Montréal. Néanmoins, un conflit d'intérêts entre la ville et un promoteur immobilier, ainsi que la contamination de certains terrains ralentissent le développement de projets de logements sociaux. Nous avons participé à la mise en place d'une démarche proactive pour ce secteur : le comité d'opération populaire d'aménagement (OPA).

LE COMITÉ OPA

Depuis 2016, des organismes, dont le CACV, et des citoyenNEs se sont regroupéEs pour former le Comité OPA Dupuis-Hickson, OPA signifiant « opération populaire d'aménagement ». Coordonné par la table de quartier, la Concertation en développement social de Verdun (CDSV), le comité a organisé toute une série d'activités au fil du temps afin de s'assurer que le réaménagement du secteur Dupuis-Hickson serve bien les besoins de la population verdunoise. Un cahier de revendications a été réalisé, dans lequel les mesures à prendre sont énumérées : des logements sociaux et communautaires, des services et commerces de proximité, le maintien d'emplois, le verdissement du secteur, des ressources alimentaires, etc.



Cette année encore, nous avons tenté de faire avancer les réflexions autour de ce secteur. Nous avons entre autres organisé des rencontres avec certainEs éluEs et responsables de l'arrondissement afin de mieux cerner les enjeux actuels concernant ces terrains. Mais surtout, nous avons travaillé avec l'école de design de l'UQAM. Dans le cadre de la formation qu'elle offre, l'école de design propose à ses étudiantEs de travailler sur un secteur, et d'imaginer des projets qui pourraient y voir le jour. Nous avons donc proposé à ses étudiantEs et leurs professeurEs de travailler sur le secteur Dupuis-Hickson. Nous avons d'abord pris le temps de faire une présentation des enjeux du secteur et de la vision du comité OPA. Le travail des étudiantEs a donné lieu à d'excellents projets qui nous ont été présenté ainsi qu'à d'autres membres du communautaire.

COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE LOGEMENT SOCIAL

Comme on le mentionnait précédemment, le quartier a fait l'objet d'une planification organisée par la CDSV. À la suite de cette planification, nous avons déterminé des objectifs pour les prochaines années, dont l'augmentation de l'offre en logement social dans le secteur. Nous avons planifié trois rencontres de comité de travail pour réfléchir aux moyens et actions pour atteindre cet objectif. Les rencontres ont commencé à la fin mars et ont permis de déterminer cinq actions concrètes ainsi qu'un calendrier de déploiement pour les trois prochaines années. De concert avec la CDSV, le CIUSSS, et des citoyenNEs engagéEs, nous avons opté pour la création d'ateliers sur le logement social et d'une boîte à outils sur le sujet, la conception d'un portrait des besoins en logements sociaux dans le quartier, l'organisation d'un sommet sur le logement, et enfin la coordination du milieu en matière de revendications et représentation. Toutes ces actions seront portées conjointement par le CACV et la CDSV.

4. VIE ASSOCIATIVE ET MILITANTISME

IMPLICATION BÉNÉVOLE

Cette année encore, nous avons pu bénéficier d'un grand soutien de la part de nos membres. Tout d'abord grâce à l'aide de notre conseil d'administration. En l'espace d'un an, nous avons tenu dix rencontres de notre conseil d'administration, d'une durée de deux heures chacune.

Nous avons également pu bénéficier d'un grand soutien bénévole à des moments plus ponctuels de l'année. Régulièrement, des bénévoles sont venuEs nous donner un coup de main pour nous aider à renouveler les membership de nos membres qui arrivaient à expiration. On a également pu compter sur de précieux coup de main pour nous aider à mobiliser la communauté lors de nos événements, notamment en ce qui concerne les invitations à notre assemblée générale annuelle.

Enfin, nous avons fait en sorte de réunir nos membres dans un cadre plus convivial en les invitant à un 5 à 7. Plus d'une vingtaine de personnes étaient présentes ce jour-là pour se rencontrer, discuter et se familiariser avec la nouvelle équipe du CACV. Le CACV aspire à organiser davantage d'événements de ce genre dans les prochaines années.



Membres du CACV et de l'équipe de travail réunis derrière les bureaux de l'organisme pour partager une fin d'après-midi ensemble.

COMITÉ MOBILISATION

Une des grandes réussites de cette année au CACV, c'est la relance d'un comité mobilisation. Ce comité se réunit à peu près une fois par mois depuis le mois de septembre pour discuter des actions qui peuvent être menées et des moyens pour les mettre en œuvre (8 réunions au total dans l'année). Au programme de cette année, il y a notamment eu la bannière déployée à l'Île-des-Sœurs pour mettre en lumière le manque criant de logements sociaux prévus dans le projet de construction dans ce même secteur (voir à la page 13), des actions de mobilisation lors de certains conseils d'arrondissement pour appuyer les propos du CACV, ou encore récemment des discussions et réflexions, comme on peut le voir sur la photo à droite, autour d'une campagne qui servira de fil conducteur pour l'année à venir. On compte environ une quarantaine de militantEs au sein du comité mobilisation, dont certainEs sont d'ancienNEs locataires que nous avons aidéEs avec nos services d'intervention. On retrouve aussi des militantEs de longue date du CACV ainsi que des résidentEs VerdunoisEs de longue date.



Réunion du comité mobilisation animée par l'équipe du CACV

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

À ces rencontres s'ajoutent des ateliers de planification stratégique qui se sont déroulés au début de l'année 2023. Il y en a eu trois au total, totalisant une quinzaine d'heures. En amorce de cette planification stratégique, nous avons consulté nos membres et partenaires, qui ont généreusement donné de leur temps pour parler du CACV et des orientations que l'organisme devrait prendre. Un total de dix personnes ont été questionnées pour faire ce bilan. À la suite de quoi, nous nous sommes rencontrés, équipe et CA, pour échanger sur les commentaires reçus et dresser la vision du CACV sur un horizon de trois ans. Parmi les principaux objectifs identifiés, on trouve l'augmentation de l'implication bénévole et militante de nos membres.

TABLEAU RÉCAPITULATIF

Comité mobilisation	8 rencontres	10 personnes par rencontre (80)	2h par rencontres (160h)
Militantisme	6 événements	5 personnes par événement (30)	3h par événement (90h)
Bénévolat	14 sessions	4 personnes par session (56)	2h par session (112h)
Activité sociale	2 activités	20 personnes par activité (40)	2h par activité (80h)

5. COMMUNICATION ET OUTILS

Nos communications sont un appui important aux orientations stratégiques du CACV. Elles renforcent nos initiatives, notre capacité de sensibiliser et mobiliser, notre rôle dans la communauté et, plus généralement, la défense collective des droits des locataires et la promotion du logement social.



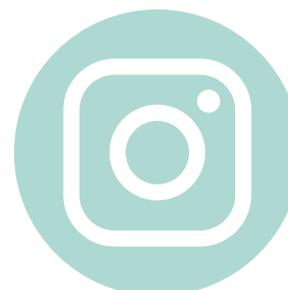
Notre site web bilingue a été consulté 46 236 fois cette année, c'est-à-dire plus que n'importe quelle autre année depuis sa création. Nos pages les plus consultées sont celles concernant la cession de bail, l'augmentation de loyer et les coopératives d'habitation.

La gestion de notre page Facebook est l'une des grandes réussites de cette année. Nous publions plusieurs fois par semaine, et comptons désormais 2 600 abonnéEs. D'ailleurs, nos publications dépassent régulièrement les 1 000 vues, et notre publication la plus populaire cette année a même atteint les 35 000 vues.



Cette année, le CACV a envoyé six infolettres, trois annonces pour des logements en coopérative, et 21 bulletins divers qui concernaient des activités bénévoles ou des actions militantes. Notre dernier bulletin a été envoyé à 877 personnes, ce qui représente 18 % de plus que l'année précédente.

La présence médiatique du CACV a été particulièrement importante cette année. Nous sommes apparus autant dans des journaux locaux que dans des journaux à diffusion plus large. Parmi les quelques médias, on peut citer le journal Métro, la Presse, ou encore NewsMontreal.



Depuis peu, le CACV a ouvert un compte Instagram afin de diversifier sa présence sur les réseaux sociaux. On compte déjà presque 100 abonnéEs, même si le compte a été créé il y a peu.

6. BILAN ET ORIENTATIONS

BILAN DE L'ANNÉE DU CACV

En cette fin d'année 2022-2023, nous avons pris le temps d'établir un bilan de nos actions et de nos objectifs initialement fixés :

- Nous avons réussi à offrir notre service d'intervention aux locataires en tout temps, malgré les périodes d'effectifs réduits et de formation du personnel, et malgré la grande complexité des cas rencontrés. Tous nos appels ont été retournés, et chaque intervenantE a pris le temps nécessaire pour aider les locataires ayant besoin d'aide.
- Le personnel du CACV a continué à se former tout au long de l'année sur les enjeux d'intervention et de logement social, se tenant ainsi à jour sur les réalités de la question du logement.
- Notre communication sur les réseaux sociaux et dans les médias journalistiques a grandement progressé cette année, permettant de nous faire connaître auprès d'un plus large public, et de sensibiliser davantage sur les enjeux de logement, en particulier dans notre quartier.
- Le CACV a pris le temps cette année d'esquisser la vision à adopter et les orientations à prendre pour les prochaines années, que ce soit à l'interne ou à l'échelle du quartier, permettant de garder le cap et de se projeter sur les objectifs à atteindre.
- La santé financière du CACV s'est stabilisée et des projets ont commencé à voir le jour dans l'optique de renforcer nos champs d'interventions et notre impact sur le développement de logements sociaux dans le quartier.
- Nous avons assuré une présence dans chacune des concertations ayant fait appel à notre expertise, et avons renforcé notre participation dans les différents mandats qui nous incombent.

ORIENTATIONS ET MANDATS POUR L'ANNÉE À VENIR

Pour l'année 2023-2024, nous avons quelques-uns des objectifs suivants :

- Relancer activement les ateliers sur le logement social
- Dresser un portrait des besoins en logement social dans le quartier
- Renforcer l'impact de notre comité mobilisation et mieux intégrer l'activité bénévole dans nos missions
- Augmenter notre capacité à fournir des interventions collectives
- Continuer à assurer une présence de représentation et renforcer notre rôle de leadership
- Appuyer la création de groupes porteurs et soutenir ces derniers dans leur autonomie
- Se maintenir informéEs en continu sur les enjeux de logement, et adapter nos services aux besoins du milieu

MERCI À NOS PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS

Notre travail serait impossible sans l'appui financier de nos partenaires et donateurs. Au premier plan, Centraide du Grand Montréal nous appuie grâce au soutien inestimable de ses donateurs et donatrices issus de la communauté. Par ailleurs, le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales du gouvernement du Québec demeure notre deuxième plus importante source de financement.

Nous avons qui plus est reçu cette année le soutien de quelques généreux donateurs individuels. Notre députée à l'Assemblée Nationale, Mme Alejandra Zaga-Mendez, nous a elle aussi offert un soutien important. Grâce au programme DATAide, nous avons décroché deux bourses nous permettant de poursuivre la transition numérique. Enfin, nous remercions chaleureusement nos stagiaires et employéEs d'été, Nicolas Pilon et Laure Michaud, dont les emplois ont pu être financés par Emplois d'été Canada.



Centraide
du Grand Montréal



Emplois d'été
Canada



ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Alejandra Zaga-Mendez

Députée de Verdun

Québec Solidaire

**Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales**

Québec 



DATAide

COMITE
D ACTION
CITOYENS
DE VERDUN
DOIT VIVRE

VILLERAY
AU COEUR DE
MONTREAL

